

Vœux présidentiels : Macron braque encore un peu plus l'opposition



Article rédigé par *Le Figaro*, le 02 janvier 2020

Source [Le Figaro] Le président exige un «compromis rapide» afin de pouvoir mener la réforme des retraites «à son terme».

Contexte tendu, allocution attendue. Mardi, pour les troisièmes vœux de son quinquennat - les deuxièmes en pleine crise sociale et les premiers de l'acte II -, Emmanuel Macron est une nouvelle fois apparu debout, dans le salon des Ambassadeurs de l'Élysée.

Durant son intervention, qui a duré 18 minutes, [le chef de l'État est revenu sur les événements qui ont marqué l'année passée](#): le grand débat, l'incendie de Notre-Dame, le décès de Jacques Chirac, l'attentat à la Préfecture de police... Mais il a également tracé des perspectives pour l'année - et la décennie - à venir.

Sans surprise, il a évoqué tour à tour la place de l'écologie, l'importance de l'Europe, l'approche des municipales... Et le communautarisme: il a promis qu'il «*prendrait de nouvelles décisions dans les prochaines semaines*» pour «*lutter avec détermination contre les forces qui minent l'unité de la nation*». Sans jamais évoquer la grève des transports qui s'est poursuivie durant les fêtes, le président s'est engagé à ce que la réforme des retraites soit «*menée à son terme*». N'en déplaise à ceux qui, dans l'opposition comme chez les syndicats, réclament le retrait pur et simple du projet. «*Je ne céderai rien au pessimisme ou à l'immobilisme (...), car il y a trop à faire*», a-t-il prévenu. «*(Mais) ne vous y trompez pas: j'entends sur ce sujet si important, qui tient au cœur même de l'identité française, les peurs, les angoisses qui se font jour. (...) C'est pourquoi, pour vous, avec les organisations syndicales et patronales qui le veulent, j'attends du gouvernement d'Édouard Philippe qu'il trouve la voie d'un compromis rapide dans le respect des principes (d'équité, d'universalité et de responsabilité) que je viens de rappeler*», a-t-il précisé dans la foulée, alors que les négociations avec les partenaires sociaux doivent reprendre le 7 janvier prochain. «*Une injonction un peu gentille au premier ministre*», dans la pure tradition des institutions de la V^e République, comme ironise le politologue du Cevipof Bruno Cautrès.